

Introduction

« L'ONU, ça ne sert à rien ! » Combien de fois, ai-je entendu cette phrase dans les débats. Pourtant, en 1945, après le drame de la seconde guerre mondiale, c'est pour « préserver les générations futures du fléau de la guerre », que les États élaborent une Charte commençant par « nous, peuples des Nations unies... ». Sur les principes de cette charte, ils bâtissent des institutions internationales dont l'ONU est le cœur. Malheureusement, la guerre froide va bloquer progressivement le fonctionnement de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité : les veto à répétition des USA et de l'URSS en font un champ d'affrontements stériles.

Beaucoup d'espoirs seront placés dans les Nations unies après la fin de la guerre froide : un travail plus constructif entre les pays membres allait peut-être permettre de trouver des solutions aux maux accablant les habitants de la planète. Mais les désillusions viennent vite dès la fin des années 90 et le scepticisme s'installe : les conflits sont toujours aussi meurtriers, la pauvreté ne recule pas vraiment, les inégalités s'accroissent, au contraire, sur une planète menacée par le fléau du SIDA. Au début des années 2000, on pouvait craindre que les Nations unies ne s'enlisent dans l'indifférence des opinions, tandis que les partisans d'un "autre monde" chercheraient ailleurs des perspectives pour leurs luttes.

Pourtant dans les discussions, les articles sur la guerre États-unienne en Irak en 2003, les interrogations sur la place, le rôle possible des Nations unies ont ressurgi de manière régulière et indiquent un regain d'intérêt pour ce projet visionnaire de « forum des peuples » qu'est l'ONU.

Certes de nombreux militants, notamment altermondialistes, une grande masse de jeunes, expriment leur scepticisme voire leur défiance envers cette institution internationale. Les sondages montrent qu'une partie importante de populations dans le monde (Moyen-Orient, par ex.) ne font pas confiance à l'ONU et en particulier à ses organismes politiques, comme le Conseil de sécurité. Cette méfiance s'appuie sur la marginalisation des Nations unies intervenue à la fin des années 90. Celle-ci s'est manifestée sur le plan économique avec l'importance croissante du club des pays "riches", le G7/G8 ou celle de l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Sur le plan politique, les tentatives de "contournement" de l'organisation se sont multipliées au travers de structures éphémères (groupe de Rambouillet, "feuille de route", "club des donateurs", etc) aux contenus flous et sans réel contrôle démocratique.

Soixante ans après, faut-il tuer l'ONU, déclarer la faillite politique ? Pourtant le débat semble se réanimer, des questions fondamentales pour notre avenir surgissent : que peut-on attendre d'une organisation planétaire administrant un monde pacifié, juste et solidaire ? Faut-il changer d'ONU ou changer l'ONU ?

«Le moment est venu de décider s'il est possible de poursuivre sur la base convenue ou si des changements radicaux s'imposent», a déclaré lui-même Kofi Annan à l'ouverture de la session de l'ONU en septembre 2003. Si pendant 60 ans, l'humanité a essayé de bâtir, élargir et renforcer ce système multilatéral inédit, aujourd'hui, après le temps de la construction semble venu celui de la réflexion et des exigences.